

## LA BTAC SUR TOUS LES FRONTS

**Système nerveux des forces terrestres, les 4 450 hommes de la Brigade de transmissions et d'appui au commandement (BTAC) sont aujourd'hui un réservoir de forces et de moyens indispensables fortement sollicités car en auto-relève permanente.** Et pour tous types de missions, car la BTAC est aussi une brigade polyvalente, et ses hommes des "soldats" affectés en permanence à des missions de protection, comme dans le cadre de l'opération intérieure Sentinelle, pour laquelle jusqu'à 900 transmetteurs ont été déployés simultanément. Tous les jours, les hommes de la brigade travaillent dans le cadre d'exercices, sont déployés en opex, dans la protection des DROM-COM ou dans Vigipirate, alors que d'autres restent en alerte permanente (notamment pour l'alerte Neptune en cas de crue de la Seine). La BTAC regroupe 5 régiments de transmissions de l'armée de Terre : 28° RT (Issoire), 40° RT (Thionville), 48° RT (Agen), 53° RT (Lunéville) et le 41° RT (Douai). Et elle représente 52 % des transmissions des forces terrestres, l'ensemble des brigades interarmes disposant en propre de compagnies de commandement et de transmissions. La mission principale de la BTAC reste l'appui à l'engagement des forces terrestres, en opex comme pour l'entraînement. Les éléments de la BTAC soutiennent ainsi tous les états-majors stratégiques et les états-majors tactiques de niveau 1 à 3, soit du CRR-FR de Lille aux brigades spécialisées, comme la Brigade de renseignement. Il s'agit d'assurer la fourniture des moyens de transport et de traitement de l'information, en déployant notamment des PC et en mettant en place les systèmes de communication. La BTAC fournit l'indispensable appui au commandement pour la partie SIC (systèmes d'information, de communication) : satellites, radio ou téléphoniques, et outils de cybersécurité ; mais aussi pour le soutien de QG (déploiement et protection des PC, vie logistique...). Au niveau technique, l'utilisation de technologies de pointe oblige la brigade à s'auto-former en continu, quel que soit le rythme opérationnel. Sur le terrain des opérations extérieures, la BTAC a su faire face à des défis majeurs lors de ses déploiements en Afrique, tant dans Serval que dans Barkhane : l'immensité du théâtre a nécessité l'emploi de moyens nouveaux, comme les stations de liaisons satellites Syracuse à haut débit (8 mégas), utilisées pour la première fois dans le cadre de Barkhane en intra théâtre. (suite page 3)

### Drone chinois sur Boko Haram

**KSM News, une publication nigériane de l'Etat de Borno, au nord-est du pays, a publié sur son compte Facebook la photographie d'un drone armé peu après son crash non loin du village de Dumge.** On distingue clairement sur le cliché le capteur optronique d'ancienne génération ainsi que deux missiles à guidage laser de type AR-1, encore placés sur leurs points d'emport. Selon certains analystes, il pourrait s'agir du drone chinois CH3 qui a été présenté, pour la première fois, au Salon de Zuhai en 2008. Pourtant

aucune information n'avait filtré sur cette vente, alors que les Chinois n'ont pas hésité à communiquer sur leurs prospects algériens, pakistanais ou ouzbeks. C'est pour cette raison que certains militaires sur zone n'écartent pas le fait que ces drones soient employés par certaines sociétés de sécurité privées, en raison de l'expérience nécessaire pour le déploiement de tels vecteurs. Expérience, dont l'armée nigériane, au vu de ses modes opératoires sur le terrain, semble pour le moment dépourvue.

### Nigeria : le Nord privé de vote

**Boko Haram, qui poursuit ses incursions meurtrières au Cameroun et au Niger et qui a réussi à créer un consensus régional et international contre lui, sait néanmoins s'imposer sur la scène politique nigériane. Les élections présidentielles, prévues le 14 février, ont finalement été repoussées au 28 mars. L'action militaire en cours, mais aussi le nombre massif de déplacés fuyant l'avancée de Boko Haram, évalué à 1,5 million de Nigériens dans l'incapacité de voter, ont contraint à ce report. Pas sûr qu'en six semaines de plus, l'armée nigériane, soutenue par ses voisins, puisse réussir là où elle a échoué en six ans, analyse un expert militaire de la région. Selon lui, «Goodluck Jonathan ne contrôle pas l'état-major des Armées, lequel ne contrôle pas la base», et les quelque 6 milliards de dollars, qui constituent le budget annuel de la Défense, ont été mal employés quand ils n'ont pas été dilapidés par la corruption endémique dans le pays. Ce délai profite au groupe, qui s'oppose aux élections et joue la carte de la surenchère. Boko Haram, qui contrôle trois Etats à dominante musulmane (Borno, Yobe, Adawama) sur les 36 que compte la fédération du Nigeria, soit 22 % de l'électorat du pays, a menacé de représailles les populations de ces Etats si elles votaient. Un contexte qui apparaît favorable au principal candidat de l'opposition, l'ancien général Muhammadu Buhari, un nordiste musulman à la réputation d'homme intègre à forte poigne, qui pourrait rallier les voix de l'armée et celles des populations musulmanes. Celui-ci pourra faire valoir l'incapacité de Goodluck à endiguer Boko Haram et remettre en question la validité du scrutin si le Nord est privé de vote. (suite page 2)**

### ► Nigeria : le Nord privé de vote (suite de la page 1)

Le projet annoncé à l'issue du sommet de l'UA, fin janvier, d'une force multinationale mixte pour lutter contre Boko Haram aux côtés des forces nigérianes est désormais prêt à être soumis à l'Onu. L'objectif est de la rendre opérationnelle d'ici à la fin mars, avec un quartier général à N'Djamena et un commandement tournant entre les cinq pays (Nigeria, Tchad, Niger, Cameroun, Bénin), le temps de déterminer quel en sera son financement. La France, qui apporte un soutien logistique et opérationnel, en fournissant notamment carburant et munitions aux forces africaines, mais aussi du renseignement aérien, satellitaire et terrestre, avait déjà milité, au mini-sommet africain du 17 mai à Paris, pour ce type de déploiement régional, appuyé par les partenaires occidentaux.

### ► Afghanistan : l'EI perd son numéro deux

Nous évoquions, la semaine dernière, l'implantation d'EI en Afghanistan et la menace que celui-ci faisait peser non seulement sur la nébuleuse hétérogène que représente le mouvement des talibans mais aussi sur les subtils équilibres de la société afghane fondée sur la tradition. La réaction n'a cependant pas tardé, le numéro deux d'EI dans le "Khorasan", le Mollah Abdul Rawouf Khadim, ex-membre de la shura de Quetta au Balouchistan, a été l'objet d'un ciblage alors qu'il circulait au sud de la province du Helmand, principal axe des trafics d'armes et d'opium. Mais, pour l'heure, si le service de renseignement afghan NDS revendique l'attaque, d'autres sources à Washington évoquent une attaque de Predator, suite à un «renseignement d'opportunité d'origine humaine». Le leader d'EI dans la région, Saeed Khan, serait toujours l'hôte de la tribu Orakzai, située dans la vallée de Tirah.

### SUR LE FRONT IRAKIEN

**Les forces de sécurité irakiennes seraient sur le point de lancer une nouvelle offensive terrestre contre les djihadistes au nord-ouest de Bagdad.** Le commandant des opérations de Samarra, le général Imad Zouhairi, a lui-même confirmé que des préparatifs étaient en cours en vue de la reconquête de Tikrit. Des unités des Forces de sécurité irakiennes, récemment formées au combat, devant être épaulées par des miliciens chiites. Selon un officier irakien, des soldats et d'importants équipements ont déjà été acheminés à Dhoulouiya — localité reprise sur l'EI fin décembre — et Samarra. Des combattants des tribus de Salaheddine seront impliqués dans les opérations. Environ 500 membres de ces tribus seraient déjà sur le pied de guerre, se positionnant dans la région de Samarra, à une soixantaine de kilomètres au sud de Tikrit. Alors que des milliers d'habitants de Tikrit avaient quitté la ville lors de sa prise de contrôle par Daech en juin dernier, d'autres ont récemment fui les bombardements de la coalition, qui se sont intensifiés ces dernières semaines. Mais les chances de succès d'une telle opération pourraient être compromises par l'état de préparation des FSI. Et même en cas de victoire, on voit mal une dynamique de reconquête se poursuivre au-delà de Tikrit. En effet, conduire une campagne militaire au nord de l'Irak s'annonce très problématique pour les FSI et les milices supplétives chiites, dans des régions presque exclusivement sunnites. «Nous avons besoin de forces spéciales, pas forcément de présence au sol, mais certaines opérations militaires devront être menées conjointement, aux côtés des Pechmergas», a indiqué de son côté Nechirvan Barzani, le Premier ministre du gouvernement kurde autonome.

### LES NOUVEAUX CHEFS DE L'APL PROCHES DE XI JINPING

**La nomination, à 60 ans, du plus "jeune" directeur jamais désigné à la tête de l'Académie chinoise des sciences militaires, le général Gao Jin, souligne la double volonté du président Xi Jinping de décider, en tant que chef de la Commission militaire centrale, des nominations mais aussi de "rajeunir" les cadres dirigeants de l'APL.** Le promu à ce poste important, qui correspond à un grade de chef de Région militaire, est une personnalité remarquée tant pour ses articles théoriques de stratégie que pour son travail comme chef d'état-major de la 2<sup>e</sup> artillerie (missiles stratégique), dans laquelle il a fait toute sa carrière et avait été nommé récemment chef-adjoint de l'état-major général de l'APL. Originaire du Jiangsu, ce fils d'un couple d'officiers né en 1955 avait rejoint très jeune l'APL et fait partie de cette génération qui a grimpé les échelons à partir de la guerre avec le Vietnam (1979) puis lors des grandes réformes voulues par Deng Xiaoping. Les analystes signalent un autre cas d'officier de premier plan qui aura connu deux nominations en un an : il s'agit du général Miao Hua (né aussi en 1955), nommé en 2014 commissaire politique de la Région militaire (RM) de Lanzhou puis commissaire politique de la marine quelques mois plus tard. Ce dernier connaît bien Xi Jinping, puisqu'il a servi dans la RM de Nankin lorsque Xi y était un cadre dirigeant du Parti communiste. Formé aux affaires militaires lorsqu'il fut secrétaire du ministre de la Défense Geng Biao, puis dirigeant du PCC se déplaçant dans de nombreuses provinces, Xi a l'avantage de connaître personnellement de nombreux officiers, ce qui était moins le cas de ses prédécesseurs Jiang Zemin et Hu Jintao.

### RAID ISRAËLIEN CONTRE LE HEZBOLLAH

**Le Hezbollah aurait subi de lourdes pertes lors d'un raid israélien contre le QG du bataillon 90 de l'armée syrienne mené le 21 janvier, trois jours après l'opération au cours de laquelle Jihad Moghniyeh et un général des Pasdaran ont trouvé la mort.** Selon plusieurs sources, les deux parties intensifient actuellement leurs préparatifs militaires. Le Hezbollah aurait retiré plusieurs centaines de combattants de Syrie pour renforcer ses positions au sud du Liban. De son côté, Benjamin Netanyahu aurait adressé un message au régime syrien, l'avertissant que ses forces seraient directement visées en cas de nouvelle confrontation.

**LA BTAC SUR TOUS LES FRONTS** (suite de la page 1)

Ces stations constituent des points d'entrée et de sortie de l'information dans le théâtre, des "bulles" de théâtre, comme celles de Bamako ou de N'Djamena. Des VAB Vénus ont été acquis fin 2014 en urgence opérations pour fournir au GTIA des moyens satellitaires mobiles. Sur le plan du retex, Barkhane aura aussi été une première en termes d'utilisation du réseau unique de conduite des opérations FrOpS (French Operational network up to Secret level), qui permet les échanges avec le théâtre et les alliés, dans le respect des règles de confidentialité exigées par l'Otan (messagerie, chat..). L'opération Barkhane impliquant une conduite interarmées des opérations, le groupement transmissions intègre depuis peu un détachement des transmissions "Air" du dispositif Epervier. Sur le théâtre sahélo-saharien, le défi est aussi climatique, le matériel étant soumis à de fortes contraintes : la fourniture d'énergie est donc un challenge vital pour assurer la climatisation indispensable au bon fonctionnement des serveurs et autres matériels électroniques. Aujourd'hui, si la qualité des systèmes d'information, qui affichent des performances remarquables, combinée à celle du savoir-faire des hommes de la BTAC permet la transmission d'information vers les effecteurs dans des délais très courts, la brigade doit aussi faire face à d'autres défis inédits. Notamment celui de ses effectifs, aujourd'hui à flux très tendus et dont les réductions annoncées impliquent une réflexion sur l'organisation et sur le rythme des entraînements. Mais aussi celui de la menace croissante des cyberattaques : une plate-forme de formation à la cyberdéfense est actuellement mise en place au sein du 41<sup>e</sup> RT et la brigade peut aujourd'hui compter sur une trentaine de spécialistes des SIC "cyber".

**L'APL PROMeut SON GPS BEIDOU EN ASIE**

**L'APL vient de confirmer l'utilisation à des fins militaires de son système GPS Beidou lors d'exercices qui ont actuellement lieu dans la région autonome du Guangxi, à la frontière du Vietnam.** Il s'agit de démontrer l'efficacité de la géolocalisation et de la transmission de données entre les troupes au sol et leur quartier général. Le choix de cette région, qui donne sur le golfe du Tonkin, n'est pas anodin, Pékin espérant vendre son système Beidou aux pays de la région et notamment au Vietnam, avec lequel les relations sont en dents de scie. Au même moment, une mission spécialisée de l'APL serait en train d'initier à Pyongyang le haut commandement nord-coréen à l'utilisation militaire du Beidou. Mais les relations entre Chinois et Nord-Coréens étant toujours très compliquées, il se dit que ces derniers sont très réticents et estiment, non sans raison, que l'APL en profitera pour faire un monitoring en temps réel des communications de l'Armée du peuple coréen.

**SUÈDE : UN RAPPORT SUR LES EXPORTATIONS**

**Stockholm a jusqu'à la mi-mai pour renouveler ou non un accord de coopération militaire avec l'Arabie Saoudite, qu'un nombre croissant de Suédois voudrait voir dénoncé.** C'est ainsi que Riyad a acquis des systèmes de surveillance radar développés par Saab et Ericsson. En échange, Stockholm s'était engagé à assister le royaume pour se doter de sa propre industrie d'armement. La coopération couvre notamment le renseignement et les systèmes de commandement et de contrôle. Le Premier ministre suédois, Stefan Löfven, est invité à dénoncer l'accord. Tant chez les Verts, partenaires de son gouvernement, que dans l'opposition libérale, on demande la fin de cette coopération au nom de la défense des droits de l'Homme (et des femmes). Le Premier ministre renvoie à la préparation d'un rapport sur l'exportation d'armes, qui doit être publié le 15 avril. Selon des indiscrétions, ce rapport ne dresserait pas une liste de "régimes dictatoriaux" auxquels Stockholm s'interdirait de vendre des armes.

**► Porte-avions chinois**

Malgré les efforts consentis par Pékin pour dissimuler son intention de construire un second porte-avions après le "Liaoning" et s'assurer ainsi une permanence à la mer, mais aussi pour ne pas compromettre ses efforts en termes de diplomatie militaire, c'est un équipementier qui a fini par éventer le secret. Le fabricant de câbles Jiangsu Shangshang s'est félicité d'avoir emporté le contrat d'équipement du second porte-avions, déclaration confirmée par le compte twitter de la ville qui héberge l'industriel, Changzhou. Cette information n'est pourtant pas une surprise : il y a plusieurs mois, des clichés issus de satellites commerciaux mais aussi d'amateurs, pris sur les chantiers Dalian, avaient révélé qu'à côté du "Liaoning" était construit une coque d'un "sister ship" de dimensions identiques.

**► Brouille caucasienne**

Le ministère arménien de la Défense accuse les militaires azéris d'avoir «violé à 300 reprises le cessez-le-feu» et d'avoir attaqué des villages et positions de l'armée arménienne dans la province de Tavush. L'Azerbaïdjan accuse, de son côté, l'Arménie de détenir illégalement des citoyens azéris, de se livrer à des «provocations» et «d'occuper» illégalement une partie du territoire de l'Azerbaïdjan en violation des résolutions de l'Onu.

**► Raid kenyan en Somalie**

D'après une source de l'EUTM Somalie, le raid aérien mené le 3 février sur la localité de Bologdoud (province de Giuba), au sud du pays, aurait été réalisé par des F-5 de la Kenya Air Force. Cette frappe ciblée, sur informations fournies par les Américains, aurait fait une trentaine de morts parmi les Shebab. Le 31 janvier, c'est un responsable du mouvement, Yusuf Dheeq, chef des opérations extérieures et de la planification du renseignement, qui avait été tué par une frappe américaine au sud de Mogadiscio, effectuée par un drone armé de missiles Hellfire.

### ► Politique de recrutement

Une vaste campagne promotionnelle, destinée au recrutement de volontaires sous contrat parmi les minorités ethniques et religieuses, va être lancée dans les prochains mois par l'armée britannique. Une initiative visant notamment à attirer les citoyens de confession musulmane, qui représentent actuellement 0,5 % des effectifs de la British Army. Un pourcentage plutôt bas, compte tenu que les musulmans représentent 4,4 % de la population du Royaume-Uni. La British Army compterait 480 militaires de confession musulmane, sur un effectif global de 88 500 hommes et femmes. Cette campagne de recrutement vise également à attirer d'autres minorités (africaines, asiatiques...) qui, toutes confondues, représentent 11 % des effectifs globaux, soit environ 9 100 militaires.

### ► Baltic Air Patrol

Sur demande de l'Otan, l'Italie a accepté de prolonger de quatre mois, jusqu'en août, sa mission en Lituanie dans le cadre de la Baltic Air Patrol (BAP). Depuis début janvier, quatre Eurofighter de l'Aeronautica Militare Italiana (AMI) sont déployés sur la base de Šiauliai, avec quatre MiG-29 polonais et quatre Typhoon espagnols, qui opèrent, eux, à partir de la base d'Amari (Estonie), et de quatre F-16 belges déployés à Malbork (Pologne). Depuis leur déploiement en Lituanie, les Typhoon de l'AMI ont réalisé deux interceptions d'Il-76 Candid russes, le 30 janvier et le 2 février. En 2014, les avions de l'Otan ont réalisé plus de 400 interceptions et escortes d'appareils russes, soit quatre fois plus qu'en 2013, dont un peu moins de 160 menées par la BAP.

## EXPORTATIONS ALLEMANDES

Fin janvier, le *Bild am Sonntag* annonçait que le Conseil fédéral de sécurité avait décidé de suspendre temporairement les exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite. On sait, aujourd'hui, que cette interdiction ne concernait pas tous les matériels militaires. Sigmar Gabriel, le ministre de l'Economie, vient de reconnaître qu'un feu vert avait été accordé à la livraison à Riyad de quatre systèmes de simulation de tir pour l'infanterie et de divers matériels radars et optiques pour la sécurisation des frontières. La vente de douze chars au Koweït et de 240 postes émetteurs-récepteurs radio à l'Egypte a également été autorisée. Par ailleurs, Gabriel a fait savoir que les autorisations d'exportations, toutes catégories confondues, accordées en 2014, étaient de 6,5 milliards d'euros, soit 22 % de moins qu'en 2013. Il avait fait vœu de limiter les exportations d'armes et s'est réjoui de ce recul, en exprimant une nouvelle fois qu'il était «honteux» que l'Allemagne soit un des premiers pays exportateur d'armes au monde. Or, si l'on considère les ventes d'armes au sens strict, celles-ci ont doublé en 2014, à 1,8 milliard (dont 600 millions pour la livraison de sous-marins à Israël). De même, les ventes de matériels militaires à des pays tiers n'ont pas sensiblement reculé. Elles passent de 61,7 % de l'ensemble en 2013 à 60,5 % en 2014 (8 pays-tiers sur les 10 premiers clients).

## LES "PRIVÉES" AU YÉMEN

**Pas moins d'une quarantaine de compagnies privées de sécurité yéménites et une quinzaine d'autres étrangères, employant au total plus de 30 000 salariés, opèrent actuellement au Yémen au profit d'ambassades et de consulats, de sociétés pétrolières, de banques, d'écoles et d'universités, d'hôtels et d'autres structures publiques et privées considérées comme sensibles.** «Les services fournis couvrent la totalité des exigences en matière de sécurité, notamment l'escorte et la protection rapprochée, la vidéosurveillance, le gardiennage et la protection statique, le transport de marchandises et de fonds», explique un contractor occidental employé par Argus Security Projects, société basée à Chypre. «Nous proposons également aux rares hommes d'affaires de passage des appartements ou des villas hautement sécurisés comme alternative aux hôtels, devenus ces derniers temps de véritables aimants pour les terroristes et les preneurs d'otages. La qualité des services correspondrait aux standards les plus élevés, avec personnel hautement qualifié, équipe médicale et bloc opératoire disponibles 24 heures sur 24, voiture blindée et groupe d'intervention rapide au besoin.» Naturellement, cela a un prix : une voiture avec escorte coûte entre 800 et 1 400 euros par jour. En revanche, le salaire mensuel pour le personnel local employé par les sociétés de sécurité dépasse rarement les 200 euros, contre 6 000 à 8 000 euros pour les contractors étrangers, voire jusqu'à 12 000 euros pour les cadres. «Au Yémen, le gros du marché de la sécurité est aux mains de quelques sociétés spécialisées locales – Universal Eagle Security Services, Safer ou Lotus Maritime Security – et étrangères, comme Argus, G4S, Griffin Security et, dernièrement, Al-Wafa, une société émirienne passée du nettoyage industriel à la sécurité.»

## KAZAKHSTAN : OÙ FORMER LES CADRES ?

**La formation des officiers à l'étranger est devenue essentielle pour le renforcement du niveau de préparation des cadres des forces armées du Kazakhstan.** Plus de 400 militaires suivent des études en Russie, en Inde, aux Etats-Unis, en Chine, au Royaume-Uni, en Turquie, en Corée du Sud et en Biélorussie. La majorité d'entre eux se tourne vers des spécialités telles que opérateur de drone, interprète d'images aériennes, spécialiste du renseignement radio-électronique ou des systèmes d'information. Parallèlement, le Kazakhstan accueille les élèves officiers venant des pays voisins, comme le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Arménie.

## INVESTISSEMENTS INDIENS POUR DCNS

**DCNS, associé à Mahindra et au Hero group, envisagerait d'acquérir 19 % des chantiers navals Pipavav dans l'Etat du Gujarat.** Si cette intention devait se concrétiser, il s'agirait du premier investissement étranger dans l'industrie de défense depuis la loi autorisant une participation à hauteur de 49 %. La législation indienne se devait en effet d'évoluer, car lassés des délais de traitement des appels d'offres et du protectionnisme économique, les investisseurs étrangers avaient commencé à quitter le pays. Or le nouveau gouvernement indien est désormais convaincu que ces investisseurs seront un atout pour la modernisation du secteur de la défense. Si aucun des intéressés n'a accepté de commenter cette information, le marché indien a fait grimper la valeur de l'action Pipavav à plus de 24 %. Pipavav a, par le passé, consenti à laisser d'autres industriels étrangers participer à son capital, comme le singapourien Sembcorp marine en 2010 avec 3,5 %, ou le suédois Saab avec également 3,5 %. Propriété des frères Nikhil et Blavesh Gandhi, partis de rien, ce groupe est le symbole de la nouvelle génération montante. Les frères Gandhi sont, depuis plusieurs années, les protégés du Premier ministre Modi, avec lequel ils côtoient les mêmes cercles spirituels. Un choix donc judicieux pour l'industriel français, qui compte tirer profit des compétences de Pipavav dans la construction sous-marine, et des bâtiments de surface de grande dimension.

## NH90 ALLEMANDS À NOUVEAU AU SOL

**Décollera, décollera pas ? Depuis le 6 février, les 35 NH90 de la Bundeswehr sont à nouveau interdits de vol.** Une telle interdiction a déjà été prononcée pendant l'été, puis au début de l'automne 2014. Cette fois-ci, la décision de la Bundeswehr fait suite à une demande du consortium NHIndustries, qui doit non seulement faire face à un problème de logiciel dans le système de pilotage, mais aussi à un défaut de construction décelé dans un panneau de contrôle du système d'extinction. C'est ce problème qui, le 19 juin, a provoqué un incendie et l'arrêt d'un des deux réacteurs d'un NH90 allemand sur une base en Ouzbékistan.

## DÉFENSE SOL-AIR : BERLIN CHOISIRA CET ÉTÉ

**Le secrétaire d'Etat à la Défense allemand, Markus Gröbel, a fait savoir à la Commission parlementaire de la Défense que le gouvernement fédéral annoncera cet été sa décision sur l'achat d'un nouveau système de défense aérienne, Meads (MBDA/Lockheed) ou Patriot (Raytheon).** Selon M. Gröbel, le système retenu devra pouvoir aussi tirer des missiles IRIS-T SL produits par le fabricant allemand Diehl Defence.

## SU30 POUR ASTANA

**Longtemps courtisé par les équipementiers occidentaux qui voyaient dans la flotte militaire kazakhe une opportunité de rétrofit, le commandant en chef des forces aériennes, le général Nurlan Ormanbetov, semble avoir fait un tout autre choix.** Il s'est rendu, la semaine dernière, dans le complexe industriel Irkhut à Irkutsk, afin de finaliser les négociations pour l'achat du SU30 SM à poussée vectorielle. Si le nombre de chasseurs achetés reste encore inconnu, les préparatifs destinés à accueillir les premiers pilotes kazakhs pour leur formation vont bon train à Irkutsk. Le SU30 SM a été commandé à 60 exemplaires par les forces armées russes en 2012, avec une livraison attendue en 2016. Outre sa poussée vectorielle fournie par le moteur Saturn Lyulka AL-31FI, cette version multirôle du SU30 est dotée du fameux radar à antenne active Zhuk AE, et d'un écran tête haute HUD3022, des écrans multifonctions MD55S fournis par Thales. Quant au système de navigation inertielle LINS-1000, il a été fabriqué par le joint-venture "RS Alliance", fruit du partenariat entre Sagem/Safran et le russe Ramenskoy. Doté de toute la panoplie de missiles longue portée, le SU30 SM annonce une rupture de performance en raison de son radar, dont l'antenne supérieure à un mètre de large, associée à la puissance des moteurs, laisserait espérer une portée supérieure à 200 km.

## ► Transporteurs bombardiers

Des avions de transport russes Iliouchine Il-76 Candid se sont entraînés au largage de bombes conventionnelles ainsi qu'aux charges éclairantes et aux balises émettrices radio. Les pilotes devaient retrouver la zone de largage de manière autonome, de jour comme de nuit. Les largages ont été effectués à la vitesse de 500 km/h et à une altitude comprise entre 500 et 1 000 m. On peut légitimement se poser des questions sur l'utilité de ce genre d'exercice, connaissant l'importante flotte de bombardiers tactiques russes Tu-22 et Su-32 et d'avions d'attaque au sol Su-25. Polyvalence ou provocation ?

## ► Fusil d'assaut

A l'occasion du Shot Show, SIG Sauer a présenté son nouveau système multi-calibre 516Xi. Basée sur le SIG 550/556, cette nouvelle famille de fusils d'assaut permet la conversion du calibre par simple remplacement du canon et de l'obturateur : 5,56 x 45 mm standard Otan, 7,62 x 39 mm et .300 AAC Blackout (7,62 x 35 mm). Trois longueurs de canon sont disponibles : 254, 368 et 406 mm, tout comme la crosse repliable ainsi que le garde-main (aluminium, polymère et fibre de carbone, avec rails Picatinny ou attaches pour le montage de rails Mil-Std 1913). Fonctionnant par emprunt de gaz avec piston à course brève et verrouillage par rotation de la culasse, le SIG 516Xi est doté de commandes ambidextres, avec levier d'armement réversible, et peut être alimenté par chargeurs USGI type M16/M4 Carbine (pour la conversion en 7,62 x 39 mm, le fabricant propose un lower receiver avec tunnel d'alimentation adapté aux chargeurs de Kalachnikov AK-47AKM).

### Réserve citoyenne

**L'annonce par le Président de la République de la création d'une réserve citoyenne «pour tous les Français» fait écho à celle qui existe déjà au sein des forces armées.** Constituée de volontaires agréés auprès d'autorités militaires en raison de leurs compétences, de leur expérience, mais aussi de leur intérêt pour les questions de défense, la réserve citoyenne a pour mission principale de contribuer à la diffusion de l'esprit de défense et au renforcement du lien armées-Nation. Les réservistes citoyens sont des «collaborateurs bénévoles du service public» ayant un grade purement honorifique. Ainsi Michel Drucker, Michel Sardou, ou BHL sont tous trois «colonels». Il y avait 3 464 réservistes citoyens à la fin 2013, dont 21 % de retraités. Au sein de l'Education nationale, une réserve citoyenne en cours de création aurait pour mission de «transmettre les valeurs de la République». Aucune formation n'a été prévue pour ces futurs intervenants en milieu scolaire. La sélection reposera uniquement sur les services en charge de l'action éducative au sein de chaque ministère, sur la base des éléments fournis par les candidats.

#### ► DCI et le cyber

DCI poursuit sa montée en puissance dans le secteur très concurrentiel de la cyberdéfense. Le séminaire du Cyber Defense Management Institute (CDMI) prévu fin mars à St Cyr-Coëtquidan regroupera une quinzaine de stagiaires, venus notamment de Colombie et des pays du Golfe. L'essentiel des demandes de formation porte sur une première initiation, la plupart des pays ne disposant pas encore de savoir-faire en la matière. Pour DCI, cette «évangélisation» se fera avec l'appui de grands groupes français (DCNS, Thales..) mais aussi de PME, comme Intrinsec, spécialisée dans la protection de données. Par ailleurs, après la mise en place de la plate-forme informatique nécessaire aux exercices DEFNET 2014, montée en quelques mois par DCI à la demande du ministère de la Défense, le

groupe passe la main à la Défense pour l'exercice prévu en 2015.

#### ► Pour l'exemple...

Les commandants de l'armée ukrainienne «peuvent ouvrir le feu – mais sans tirs mortels – sur les subordonnés refusant d'exécuter les ordres dans les situations de guerre, s'il est impossible, d'une autre manière, de faire cesser une infraction», tel est l'un des articles d'une proposition de loi adoptée le 5 février par le Parlement ukrainien. Un texte qui vise à lutter contre la désertion, l'indiscipline et les abus de pouvoir dans l'armée. Selon le procureur militaire ukrainien, 5 870 enquêtes ont été ouvertes contre 16 598 militaires, dont 3 200 pour abandon de poste et plus de 10 000 pour désertion.

#### ► Livraisons au Liban

Alors que le Liban a pris livraison ce week-end de

72 canons M198 Howitzer, dans le cadre d'une aide militaire américaine d'urgence de 25 millions de dollars, Laurent Fabius a profité de sa présence à la conférence sur la sécurité de Munich pour confirmer que les premières livraisons d'armes françaises, financées par un don saoudien de 3 milliards de dollars, seraient effectives dès avril. En effet, des incertitudes planaient à nouveau sur ce contrat depuis quelques semaines, et la presse libanaise s'en était fait l'écho, le récent décès du roi Abdallah et sa succes-

sion expliqueraient cette situation. Aux dernières nouvelles, le premier versement saoudien serait suspendu, le temps que les nouvelles autorités se «réapproprient» le plan de financement. Du côté français, on reste confiant.

#### ► Visite égyptienne

Une délégation d'officiers égyptiens s'est rendue en Russie la semaine dernière afin de se familiariser avec les méthodes d'entraînement des officiers parachutistes russes au sein de l'Ecole des troupes aéroportées de Ryazan.

### Chercheurs ou... agents étrangers ?

**A la suite de l'article d'Eric Lipton publié par le New York Times le 6 septembre, à propos du financement des think tanks aux Etats-Unis par des puissances étrangères** («Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks»), la représentante démocrate de l'Etat de Californie, Jackie Speier, a fait une proposition de loi contraignant les chercheurs à témoigner devant le Congrès lorsque leur travail de recherche est rémunéré par une source non américaine. L'argument avancé est que ces analystes influençant le processus de décision politique peuvent être assimilés à des «agents étrangers». Leur action s'inscrirait en violation du FARA (Foreign Agents Registration Act), lequel avait été instauré pour lutter contre la propagande nazie. Lipton dénonce en particulier la Norvège, mais aussi le Qatar, et estime à un minimum de 92 millions de dollars les contributions faites à 28 centres de recherche basés aux Etats-Unis par au moins 64 gouvernements étrangers. Est posée la question de la frontière entre recherche et lobbying. De fait, les services demandés aux think tanks américains semblent, dans certains cas, aller au-delà de la simple étude, d'une part, puisque les financements peuvent dépendre du résultat de cette dernière et, d'autre part, en raison du travail d'influence des décideurs qui peut lui être associé. Au lieu de cadrer les limites de cette pratique contrôlable, puisque publique, et certainement pas nouvelle, le gouvernement américain a donc préféré une condamnation, revenant pour nombre de centres de recherche à une interdiction, à un moment où les financements tendent à s'assécher. Ainsi que le soulignait avec ironie un chercheur d'un des think tanks visés, «aucun problème pour être payés par Exxon ou Boeing, mais par un gouvernement étranger, quel qu'il soit, c'est répréhensible».

TTU - Lettre hebdomadaire d'Informations stratégiques - Editée par la Sarl Certes au capital de 40 155 €

Siège social - 25, rue du Louvre - 75001 Paris - Tél. : 01 40 26 03 03 - Fax : 01 40 26 18 59 - Email : ttu007@wanadoo.fr - www.ttu.fr

Directeur de publication : Guy Perrimond - Rédacteur en chef : Guillem Monsonis

Numéro de commission paritaire 0115 | 85973 - ISSN 1270 - 8194 - Imprimerie : Certes - © Certes 2015 - Reproduction interdite

Prix au numéro : 40 € - Abonnement annuel 44 numéros France : 1 030 € - Etranger 1070 €

Toute reproduction totale ou partielle de TTU et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.